

Madagascar : Les mouvances ne “mouvent” plus

Blog d'Alain Rajaonarivony – 23/11/09

«[Formation.gouv.mg.....Page actuellement en construction. Veuillez vous reconnecter ultérieurement](#)»

C'est la page d'accueil sur laquelle les internautes en recherche désespérée des noms des nouveaux ministres malgaches auraient pu tomber. Mais ce site n'existe pas, tout comme le gouvernement. Depuis les accords du 6 novembre à Addis-Abeba, de deadline en deadline, le peuple attend sa mise en place. Le dernier report date du samedi 21 novembre. En deux semaines, les responsables politiques n'ont pas été capables de s'entendre et certains réclament de nouveau l'intervention de la communauté internationale.

S'il n'y avait pas eu autant de souffrances et de morts, la vie politique que l'on nous sert depuis un an tiendrait du grand guignol. Le professeur Zafy a d'ailleurs de nouveau avoué sa honte pour le pays. On peut comprendre pourquoi 50 ans d'indépendance n'ont généré que l'appauvrissement d'une grande majorité. La notion «d'intérêt supérieur de la nation» n'a pas le même sens dans la Grande Ile que dans le reste du monde.

Quel est le problème insurmontable sur lequel achoppent les dirigeants ? Après s'être disputé sur le nombre de fauteuils à accorder à chacune des 4 mouvances signataires, sur le protocole et le bling-bling (voitures, bureaux, rang protocolaire), ils butent maintenant sur 2 ministères : celui de la Justice et celui des Affaires étrangères.

Pour la Justice, tout le monde aura compris pourquoi : Les deux mouvances, celle d'Andry Rajoelina et de Marc Ravalomanana ont tout à craindre. Ce ne sont pas les affaires, y compris les crimes de sang qui manquent. Les partisans du coup d'Etat ressassent en boucle le 7 février mais les enquêtes pourraient s'étendre au reste. On peut citer de manière non exhaustive :



- Le «Black Monday», le 26 janvier, avec presque une centaine de morts dans une journée de «manifestations», qui a viré au pillage des entreprises du groupe Tiko dans toute l'île (voir article : «[Un cauchemar dont il faut sortir](#)»).
- Le 7 février, la tentative par la foule d'investir le Palais d'Etat d'Ambotsirohitra (ce n'était pas une simple manifestation) : 28 morts officiellement, mais une cinquantaine officieusement.
- Le 17 mars, coup d'Etat avec prise en otage de généraux et de négociateurs (pasteur Lala entre autres), menaces de diplomates...

- De mars à octobre, répressions des manifestations pacifiques ayant fait des morts (qu'on a cherché souvent à

cacher) et des dizaines de blessés, des arrestations arbitraires, tortures et disparitions.

- Une pseudo-campagne de terrorisme, avec des bombinettes médiatisées, des innocents accusés, et des personnes tuées comme ces jeunes qui étaient sensés être les poseurs de bombes (aucune preuve), les 2 vigiles de Viva exécutés froidement par une vingtaine d'hommes en uniforme, agissant en opération, et armés d'AK47 et de lance-roquettes.(voir article : «[La fuite en avant](#)»). Le colonel de gendarmerie, promu depuis, en charge de l'enquête, n'a rien trouvé de mieux que d'accuser les membres du GTT (citoyens légalistes) qui manifestaient à Paris. Aucun militaire n'a été inquiété.

Concernant le MAE (ministère des Affaires étrangères), le problème est un peu différent. Andry Rajoelina est traumatisé par les épisodes de Bruxelles et des Nations-Unies (voir articles : «[TGV Paris-Bruxelles](#)» et «[Humiliations au Sommet](#)»). Il ne désire en aucun cas revivre ce genre de moments et ne veut laisser ce poste à la mouvance Ravalomanana. Cette dernière utilise ce ministère comme monnaie d'échange mais ne cherche pas à s'y accrocher à tout prix. Elle exige une personnalité neutre pour la justice, «un magistrat» suggère Mamy Rakotoarivelo, le nouveau président du Congrès (voir article précédent). Des techniciens neutres, donc hors mouvance, pour ces deux ministères feraient le bonheur de tout le monde. Un nom brûle toutes les lèvres pour le MAE. C'est celui du rédacteur des Accords, y compris l'Acte additionnel d'Addis-Abeba, Mamy Andriamasomanana. Mais chacun doit faire avec les extrémistes de son camp. Didier Ratsiraka ne verrait pas d'un mauvais œil l'arrivée de cette personnalité qu'il connaît. Le 20 novembre, dans un entretien par téléphone sur TVPlus, il confirmait que le blocage ne venait pas de lui. La rivalité

paralysante se transpose aussi sur le terrain. Andry Rajoelina et le co-président Fetison Rakoto Andrianirina multiplient les tournées en province, chacun de son côté. Et cela, à défaut d'un voyage en commun à Rome pour le sommet de la FAO, annulé au dernier moment pour cause de dissensions protocolaires. Le Premier-ministre Eugène Mangalaza et ses appels au sens des responsabilités lancés dans le vide, se retrouve bien esseulé dans la capitale.

Las d'attendre sa libération conformément aux accords de Maputo et d'Addis-Abeba, Raharinaivo Andrianantoandro, ex-député et leader légaliste avait entamé une grève de la faim, il y a une semaine, pour attirer l'attention de l'opinion sur le sort des prisonniers politiques. Il a obtenu gain de cause vendredi 20 novembre sous la forme d'une liberté provisoire. Il continue néanmoins son action pour ses compagnons d'infortune au nombre de plusieurs dizaines, dont des femmes. Sans son courage, ce dossier qui aurait dû être traité en priorité pour rester dans l'esprit des Accords, serait passé après la lutte pour les bureaux et les préséances de prestige.



On a commémoré ces jours-ci le vingtième anniversaire de la signature de la Convention internationale des droits de l'enfant adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989. Dans les pays libres, les gouvernants ont fait le bilan de ce qui a été fait pour protéger les plus vulnérables et de ce qui restait à faire. Des journées de sensibilisations ont été organisées dans les écoles, des reportages diffusés à la télévision... A Madagascar, nous n'en sommes pas là. Des gosses fouillent les poubelles pour survivre mais les politiciens préfèrent laisser ce problème au père Pedro. C'est au point qu'un des seuls ministères n'ayant fait l'objet d'aucune bataille entre mouvances fut celui de la Population. Au moins Nadine Ramarison peut envisager, sauf coup bas de dernière minute, de

continuer ses actions en faveur de ses concitoyens délaissés. Elle aura été la seule ministre à avoir visité un hôpital psychiatrique ou un centre du troisième âge depuis bien longtemps. Le personnel soignant et les pensionnaires ont parfois été émus aux larmes en la voyant. «Les femmes et les enfants d'abord», encore une formule qui n'est pas en vogue à Madagascar...

Les accords de Maputo et d'Addis-Abeba voulaient renouer les fils du dialogue et parier sur la volonté des Malgaches de les exploiter pour sauver leur île. Les négociateurs n'ont sûrement pas anticipé tous les calculs d'épicier, croyant qu'ils avaient affaire à des gens intelligents, conscients de l'urgence et de la gravité de la situation. En fait, les politiciens n'ont rien à faire du peuple. Il aurait fallu des accords, balisés et contraignants à la virgule près pour ne plus laisser d'échappatoire. La moindre liberté d'interprétation est utilisée pour le pire. Finalement, seul Roindifo Monja a gardé un peu de dignité en partant la tête haute et en effectuant la passation à la Primature dans les règles. Le pays est à l'image de ses politiciens, au plus bas ! On en est maintenant à programmer une rencontre entre responsables de mouvances pour finaliser la formation du gouvernement. Le nom de Paris a été avancé car Didier Ratsiraka ne veut plus voyager. Il habite Neuilly. Sinon, on aurait pu suggérer New-York. Les chefs des «mouvances mouvantes» auraient été ainsi dans le bon contexte pour reprendre tous en chœur «I like to move it. Move it...»* et «bouger» enfin pour sortir leur patrie du gouffre...

* Refrain qui fait partie de la bande-son du dessin animé «Madagascar»

Photo 1 : Razily et son drapeau lors d'une manifestation violemment réprimée le 28 mars 2009

Photo 2 : des enfants dans la rue. L'avenir de la nouvelle génération n'est pas la priorité des politiciens malgaches